

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 12 MARS 1930

Rapport de la Commission des Postes, Télégraphes et Téléphones, chargée de l'examen du Budget du Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1930.

(Voir les n°s 4-XVII, 43, 44, 89, 96 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 12, 13, 14 et 20 février 1930; le n° 5-XVII^{Ms} du Sénat.)

Présents : MM. SEGERS, président; COOLE, DE BRUYN, le Chevalier DESSAIN, HICGUET, JOACHIM, TOCH, VERCAMMEN et DE SPOT, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le 11 octobre 1929, un projet de loi fut déposé concernant le Budget du Ministère des Chemins de fer, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique pour l'exercice 1930; il en résulte que :

1^o Les dépenses d'exploitation s'élevaient à 700,753,321 francs, comprenant entre autres dépenses celles des services centraux, 46,800,860 francs; celles des postes, 430,546,911 francs;

2^o Les recettes d'exploitation s'élevaient à 503,814,671 francs, comprenant, pour les services centraux, 14,817,360 francs; pour les services des postes, 375,960,251 francs;

3^o Les dépenses extraordinaires s'élevaient, pour les services centraux, à 10,400,000 francs; pour les dépenses des postes, à 30,051,317 francs;

4^o Les recettes extraordinaires :
3,900,000 francs.

* * *

Des changements ministériels étant survenus au sein du Gouvernement, par arrêté royal en date du 19 octobre 1929, fut créé le Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones, ces services étant distraits du Ministère des Chemins de Fer, Marine et Aéronautique, devenant le « Ministère des Transports ».

Le 14 décembre 1929, certains amendements jugés nécessaires au budget séparé du Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones, furent déposés par le Gouvernement, établissant comme suit le budget pour 1930 :

1^o Dépenses d'exploitation, 441 millions 490,641 francs, comprenant : services centraux, 10,314,800 francs; postes, 431,175,841 francs;

2^o Recettes d'exploitation, 386 mil-

lions 275,051 francs, comprenant : services centraux, 10,314,800 francs; postes, 375,960,251 francs;

3^o Dépenses extraordinaires, 27 millions 888,700 francs.

Quant aux dépenses exceptionnelles, celles-ci prévoyaient une somme de 400,000 francs pour frais d'installation, de quatre centres d'inspection sanitaire.

Le 12 février 1930, un nouvel amendement fut déposé, prévoyant quelques augmentations, soit :

500,000 francs, frais d'exploitation, portant ceux-ci à 441,990,641 francs;

500,000 francs, recettes d'exploitation, portant celles-ci à 386,775,051 francs;

12,691,500 francs pour dépenses extraordinaires, portant celles-ci à 40,580,200 francs.

L'augmentation de 500,000 francs de dépenses d'exploitation étant jugée nécessaire pour le parachèvement du Domaine de Marneffe en préventorium.

Les 12,691,500 francs d'augmentation aux dépenses extraordinaires, provenant à concurrence de 6,000,000 de francs, de la réinscription au budget de 1930, d'un crédit rattaché à l'exercice de 1929 et qui n'a pas été utilisé dans le délai légal (construction voiture-poste).

L'acquisition de 21 voitures postales, estimées à 500,000 francs, reviendra à 804,000 francs environ par suite de la hausse de matières premières et de la main-d'œuvre.

Le Budget du Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones pour 1930, peut donc être définitivement établi comme suit :

1^o Dépenses d'exploitation :

Services centraux . . . fr.	10,814,800
Postes	431,175,841
	441,990,641

2^o Recettes d'exploitation :

Services centraux . . . fr.	10,814,800
Postes	375,960,251
	386,775,051

3^o Dépenses extraordinaires :

Fr. 40,580,200

Le rapport de la Commission ne concerne que le budget des Postes, celui des Télégraphes et Téléphones ayant été rattaché au budget pour ordre de 1930, où sont prévues les recettes et dépenses d'exploitation des Téléphones et Télégraphes d'une part, et les dépenses de premier établissement d'autre part. Les motifs de cette modification ont été exposés à la Chambre des Représentants, par M. le Ministre, lors de la discussion du budget des Postes. Au cours de l'examen du budget des Postes, certaines observations furent présentées, notamment, en ce qui concerne l'augmentation prévue pour l'achat des voitures, ce, parce que la commande ne put être passée à temps, le budget ayant été déposé tardivement, la Commission estime que cette situation entraînera à nouveau de plus grandes dépenses et voudrait voir mettre fin à cette situation onéreuse.

Des travaux importants doivent être exécutés, même de toute urgence; parmi ces derniers s'impose la construction à Bruxelles d'un bureau spécial pour le service des chèques postaux, les locaux étant devenus insuffisants, trop petits, et le personnel y travaillant dans des conditions allant à l'encontre des principes élémentaires de l'hygiène.

Divers hôtels de postes sont à construire; d'autres à agrandir ou à améliorer.

Le personnel dans divers bureaux du pays, est insuffisant, pour satisfaire aux besoins du service; d'autre part, le nombre de guichets mis à la disposition du

public, est trop restreint et les heures d'ouverture devraient être prolongées.

Quant au Service téléphonique :

Tout en rendant hommage à l'activité du personnel, plus de diligence s'impose dans le service des communications à établir, et une réponse plus rapide à tout appel de la part des abonnés.

Les dépenses justifient une augmentation du prix d'abonnement téléphonique, mais cette augmentation devrait s'établir progressivement; il ne peut être question de faire payer par l'abonné, la **totalité** des frais de raccordement, ni d'installation; le téléphone constituant un moyen de communication des plus rapides, il y a lieu au contraire, de permettre à tout le monde d'en user le plus largement possible et, il est d'intérêt général, de n'établir qu'une augmentation progressive, au fur et à mesure que le nombre d'abonnés augmente.

Il y a lieu de remarquer que la Belgique est le pays où le prix d'abonnement est le moins élevé.

Il y aurait lieu d'étendre le service automatique; plusieurs grandes villes en sont déjà dotées, comme Bruxelles et environs, Anvers et environs, Gand

depuis trois mois et Liège depuis un mois.

Dans le pays il y a déjà 100,000 abonnés au téléphone automatique sur les 200,000 abonnés qu'il y a en Belgique; sur ces 100,000, il y en a déjà plus de 50,000 pour Bruxelles.

La Commission estime qu'il y aurait lieu d'établir le téléphone automatique à la côte, et qu'il s'impose tout d'abord à Ostende, reine des plages.

La Commission émet le vœu de voir établir dans tout le pays le service permanent et, dès à présent, laisser fonctionner le service au moins jusque 10 heures du soir, même dans les villes de moindre importance.

Par trois voix contre deux, votre Commission vous propose l'adoption du Budget.

Le rapport a été adopté à l'unanimité des membres présents.

Le Président,
PAUL SEGERS.

Le Rapporteur,
A. DE SPOT.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 12 MAART 1930

Verslag uit naam van de Commissie van Posterijen, Telegrafen en Telefonen, belast met het onderzoek van de Begrooting van het Ministerie van Posterijen, Telegrafen en Telefonen voor het dienstjaar 1930.

(Zie n^{rs} 4-XVII, 43, 44, 89, 96 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 12, 13, 14 en 20 Februari 1930; n^o 5-XVIIbis van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren SEGERS, voorzitter ; COOLE, DE BRUYN, Ridder DESSAIN, HICGUET, JOACHIM, TOCH, VERCAMMEN en DE SPOT, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Op 11 October 1929, werd een wetsontwerp ingediend houdende Begrooting van het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart voor het dienstjaar 1930; daaruit blijkt dat :

1° De exploitatie-uitgaven 700 miljoen 753,321 frank bedragen, met inbegrip onder meer van de uitgaven van de centrale diensten, 46,800,860 frank; van die der posterijen, 430,546,911 fr.;

2° De exploitatie-ontvangsten bedroegen 503,814,671 frank, met inbegrip voor de centrale diensten van 14,817,360 fr.; voor de posterijen van 375,960,251 fr.;

3° De buitengewone uitgaven bedroegen, voor de centrale diensten, 10 miljoen 400,000 frank; voor de posterijen, 30,051,317 frank;

4° De buitengewone ontvangsten bedroegen : 3,900,000 frank.

* * *

Na ministerieele wijzigingen in den schoot der Regeering, werd bij Koninklijk besluit van 19 October 1929, het Ministerie van Posterijen, Telegrafen en Telefonen opgericht, waarvan de diensten onttrokken werden aan het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen en Luchtvaart, dat het « Ministerie van Verkeerswezen » werd.

Op 14 December 1929, werden door de Regeering sommige amendementen ingediend op de afgescheiden Begrooting van het Ministerie van Posterijen, Telegrafen en Telefonen, waarna de Begrooting voor 1930 zich als volgt voordeed :

1° Exploitatie-uitgaven, 441 miljoen 490,641 frank, met inbegrip van 10 miljoen 314,800 frank voor de centrale diensten; en van 431,175,841 frank voor de posterijen;

2° Exploitatie-ontvangsten, 386 miljoen 275,051 frank met inbegrip van 10,314,800 frank voor de centrale diensten en van 375,960,251 frank voor de posterijen;

3° Buitengewone uitgaven : 27 miljoen 888,700 frank.

De uitzonderlijke uitgaven voorzien een bedrag van 400,000 frank voor oprichting van vier centra voor medisch toezicht.

Op 11 Februari 1930, werd een nieuw amendement ingediend, waarbij enkele verhoogingen werden voorzien en wel :

500,000 frank om de exploitatiekosten tot 441,990,641 frank op te voeren ;

500,000 frank om de exploitatie-ontvangsten tot 386,775,051 frank op te voeren ;

12,691,500 frank om de buitengewone uitgaven tot 40,580,200 frank op te voeren.

De verhoging met 500,000 frank voor de exploitatie-uitgaven werd noodig geacht voor de volledige voltooiing van het Domein van Marneffe als pre-ventorium.

De 12,691,500 frank verhoging bij de buitengewone uitgaven zijn te wijten, voor 6,000,000 frank, aan de herinschrijving op de begrooting voor 1930 van een krediet behorend tot het dienstjaar 1929 en dat niet binnen den wettelijken termijn werd benuttigd (aanmaak van een post-wagen).

De aankoop van 21 postwagens, geraamd op 500,000 frank, zal ongeveer 804,000 frank kosten wegens de stijging van de grondstoffen en van de arbeidsloonen.

De Begrooting van het Ministerie van Posterijen, Telegrafien en Telefonen voor 1930 is dus definitief als volgt vastgesteld :

1° Exploitatie-uitgaven :

Centrale diensten . . . fr.	10,814,800
Posterijen. »	431,175,841
	441,990,641

2° Exploitatie-ontvangsten :

Centrale diensten . . . fr.	10,814,800
Posterijen. »	375,960,251
	386,775,051

3° Buitengewone

uitgaven fr. 40,580,200

Het verslag uit naam van de Commissie slaat alleen op de Begrooting van Posterijen, daar die van Telefonen en Telegrafien bij de begrooting voor order voor 1930 werd gevoegd, waar ook voorzien zijn, eenerzijds de exploitatie-ontvangsten en uitgaven, en anderzijds de uitgaven voor eerste inrichting. De reden van deze wijziging werd door den Minister uiteengezet in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, bij de behandeling van de Begrooting van Posterijen. Tijdens het onderzoek van deze Begrooting, werden zekere opmerkingen gemaakt onder meer wat betreft de verhoging voorzien voor den aankoop der wagens, en wel omdat deze bestelling niet tijdig kon worden gedaan, daar de Begrooting te laat was ingediend geworden. De Commissie is van meening dat dergelijke toestand andermaal groote uitgaven na zich slepen zal en zij wenscht dat daaraan een einde worde gesteld.

Belangrijke werken moeten zelfs ten spoedigste worden uitgevoerd ; daaronder valt het bouwen te Brussel van een speciaal kantoor voor den dienst der post-checks, daar de tegenwoordige lokalen ontoereikend en te klein zijn, en het personeel er in alles behalve gezonde voorwaarden arbeiden moet.

Verschillende postgebouwen moeten worden opgetrokken, andere vergroot of verbeterd.

Het personeel in de verschillende kantoren van het land is ontoereikend om in de behoeften van den dienst te voorzien ; daarbij is het aantal winketten ter beschikking van het publiek te klein en blijven zij niet lang genoeg open.

Wat betreft den Telefoon dienst :

Hulde moet gebracht worden aan de bedrijvigheid van het personeel, doch meer spoed is geboden in het aansluiten van de oproepers en, vanwege de opge-

roepenen, mag een vlugger antwoord worden verwacht.

De uitgaven rechtvaardigen een verhooging vanden abonnementsprijs voor de telefoon, doch deze verhooging zou geleidelijk moeten geschieden; er kan geen sprake zijn door den abonnent al de kosten van aansluiting en installatie te doen betalen; de telefoon is een middel van vlugge verbinding, zoodat men iedereen in de mogelijkheid moet stellen daarvan het ruimste gebruik te maken. Het is dus van algemeen belang de verhooging slechts toe te passen naarmate het aantal abonneenten toeneemt.

Op te merken valt dat België het land is waar de abonnementsprijs het laagst is.

De automatische dienst zou moeten worden uitgebreid; verschillende groote steden beschikken er reeds over, zooals Brussel en omstreken, Antwerpen en omstreken, Gent sedert drie maand en Luik sedert een maand.

In het land zijn er 100,000 abonneenten die de automatische telefoon hebben op 200,000 abonneenten in geheel België; op die 100,000 zijn er reeds meer dan 50,000 voor Brussel.

De Commissie is van meening dat het automatisch stelsel tot de kust zou moeten worden uitgebreid en vooral tot Oostende, de koningin der badplaatsen.

De Commissie brengt den wensch uit dat de bestendige dienst tot het geheele land zou worden uitgebreid en dat, van stonden aan, de dienst tot ten minste 10 uur 's avonds zou moeten werken, zelfs in de steden van minder belang.

Met 3 tegen 2 stemmen, stelt uw Commissie U voor de Begrooting goed te keuren.

Het verslag werd eenparig door de aanwezige leden aangenomen.

De Verslaggever,
A. DE SPOT.

De Voorzitter,
P. SEGERS.